

MONDE

Fin de la trêve au Liban. Les échanges de tirs d'artillerie ont de nouveau eu lieu entre l'armée libanaise et le groupe islamiste Fatah al-Islam autour du camp de réfugiés palestiniens de Nahr al-Bared. Un important convoi de la Croix-Rouge était attendu pour aider les habitants qui ont décidé de rester sur place. En cinq jours, 69 personnes ont trouvé la mort à Nahr al-Bared.

KOUCHNER au Liban. Pour sa première visite officielle hors Union européenne, le nouveau Ministre des Affaires étrangères a envoyé un message fort de soutien à ceux qui aspirent à une pleine souveraineté du Liban.

Fin des tirs de roquettes ? Le Président palestinien Mahmoud ABBAS a appelé à la fin des tirs palestiniens et à une trêve avec Israël, qui a maintenu la pression sur le Hamas en arrêtant 30 de ses responsables, dont un ministre, des députés et des maires. « *La France condamne de la manière la plus claire l'arrestation* » des officiels palestiniens « *et demande leur libération immédiate* », a réagit le porte parole du Quai d'Orsay, Denis SIMONNEAU. Washington a fait part de sa « *préoccupation* ».

Le Congrès américain cède devant BUSH. Les Démocrates, pourtant majoritaires, acceptent une rallonge de 95 milliards de dollars (70,6 milliards d'euros) pour financer les guerres d'Irak et d'Afghanistan jusqu'au 30 septembre. Le projet de loi ne prévoit pas de calendrier pour le retrait des troupes d'Irak. Le Sénat a approuvé le texte par 80 voix pour et 14 contre. Moins de deux heures plus tôt, la Chambre des Représentants avait entamé le processus législatif avec 280 pour et 142 contre.

Mais les Démocrates obtiennent des contreparties... Déblocage de quelque 17 milliards de dollars dont 8 milliards de dollars pour des programmes de politique intérieure. Les Démocrates ont également remporté une victoire sur l'augmentation du salaire minimum actuellement fixé à 5,15 dollars (3,83 euros) de l'heure, qui devrait passer à 7,25 dollars (5,39 euros) en trois temps.

Recep Tayyip ERDOGAN a téléphoné à Nicolas SARKOZY. L'Elysée n'a pas révélé la teneur de l'entretien. Du côté turc, on dit qu'il s'agissait d'établir un contact « direct » avec le président français. Le 1^{er} ministre turc souhaite « *travailler ensemble en se rencontrant directement* ». « Ne nous parlons pas par média interposés », a-t-il déclaré, faisant apparemment référence aux déclarations de M. SARKOZY en conférence de presse. Le président français aurait lui aussi souhaité travailler directement avec M. ERDOGAN.

Chaud et froid coréen. Alors qu'on s'est félicité la semaine dernière de voir des trains circuler entre les deux Corées, l'armée nord-coréenne a tiré plusieurs missiles de courte portée sur la mer du Japon.

France/Etats-Unis, 2 nations dans l'Histoire, au Sénat le 2 juin.

www.senat.fr/evenement/rendez_vous_citoyens/histoire2007/index.html

EUROPE

SARKOZY chez BARROSO à Bruxelles. « *Le traité simplifié, c'est la seule solution possible, la solution ça ne peut pas être la Constitution* », a-t-il dit en estimant qu'« *autour de cette idée de traité simplifié, tout n'est pas résolu mais on progresse* ». José Manuel BARROSO a insisté sur la nécessité pour les 27 Etats membres de l'UE de parvenir à un « *compromis* » sur un traité institutionnel, en estimant que cet objectif est réalisable pour le Conseil européen des 21 et 22 juin. Le président français a souligné que ce sera un succès si les 27 se retrouvent sur un traité simplifié, avec peu d'articles.

Le traité simplifié du Président français. M. SARKOZY préconise un traité allégé aux seules améliorations du fonctionnement de l'union à 27. Il retiendrait surtout les innovations institutionnelles telles qu'une présidence permanente pour l'UE ou encore l'extension du vote à la majorité qualifiée. un texte qui serait adopté en France par la voie parlementaire et non plus par référendum.

Autre proposition du président français, celle d'un gouvernement économique pour la zone euro, qui viendrait contrebalancer les pouvoirs de la Banque centrale européenne. "On a fait la deuxième

monnaie du monde. Il faut que l'on se dote d'un gouvernement économique. Il faut que nous portions une véritable politique économique dans la zone euro." A déclaré à Bruxelles M. SARKOZY.

Législatives incertaine en République d'Irlande. La coalition de centre droit rassemblant le Fianna Fail et les Démocrates progressistes rassemblerait 44% des voix, contre 46% il y a cinq ans. Mais la coalition "arc-en-ciel", alliance de l'opposition formée par le Fine Gael, les travaillistes et les Verts, a obtenu un score encore moins important. Le sondage « sorties de urnes », avant dépouillement la crédite de 41% des suffrages. Les deux principaux camps étaient très proches dans les projections, et il faudra peut-être attendre samedi matin avant de voir une tendance claire se dessiner. 165 sièges du parlement sont à pourvoir. Le Taoiseach, le nom celtique désignant le Premier ministre irlandais Bertie AHERN tente d'arracher un troisième mandat consécutif, face à Enda KENNY à la tête d'une coalition de centre gauche.

Bulgarie : Traian BASESCU conforté. Consultés par référendum, les Roumains ont rejeté à une forte majorité la destitution du président, suspendu par le Parlement qui l'accuse d'abus de pouvoir. « *J'appelle le Parlement à coopérer en tenant compte du vote d'aujourd'hui* », déclaré M. BASESCU. Le pouvoir, en Roumanie, est presque également réparti entre le président, le Premier ministre et le Parlement, qui représentent tous aujourd'hui des forces politiques différentes, idéologiquement opposées.

La France n'acceptera pas de remise en cause de la Politique agricole commune (PAC) négociée jusqu'en 2013 lors du bilan que doit en faire Bruxelles en 2008. « *On ne va pas changer les règles du jeu alors qu'on est dans la partie* » a déclaré la nouvelle ministre de l'Agriculture, Christine LAGARDE. « *En revanche, il faut évidemment dès maintenant se pencher sur ce qu'il adviendra après 2013* », a-t-elle ajouté.

Prochaine visite de Nicolas SARKOZY à Varsovie. Elle pourrait même avoir lieu avant le Conseil européen du mois de juin. Le Président devrait aborder ses propositions de révision du traité constitutionnel européen à minima. La Pologne est un des pays qui a ratifié et qui est réticent à voir ce traité modifié.

Téléphones mobiles moins chers dans l'Union européenne. Cette fois c'est ferme et définitif. La proposition de la commission a été adoptée à une forte majorité par le Parlement européen. Le règlement de l'Union européenne vise à réduire sensiblement le coût d'utilisation d'un téléphone mobile à l'étranger. Approuvé par les représentants des 27 pays membres la semaine dernière est à applicable et entrera en vigueur avant l'été.

MONDE AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

France-Tunisie : « relations privilégiées ». C'est le message du Président français à son homologue tunisien Ben ALI. Celui-ci avait adressé ses félicitations à M. SARKOZY à la suite de son élection puis lors de son investiture, en se déclarant « *convaincu* » que les deux pays allaient pouvoir « *bâtir ensemble un partenariat stratégique et solidaire* » en Méditerranée. Dans son message à M. Ben ALI. M. SARKOZY souligne : « *Dans cette entreprise ambitieuse et tellement nécessaire, je sais que je pourrai compter sur votre soutien et votre détermination* ».

France – Libéria. « *J'ai pu m'entretenir avec le Président SARKOZY d'un certain nombre de questions dont je pense qu'elles vont être soulevées lors du sommet du G8, les questions du développement et notre programme de développement au Libéria* », a déclaré la Présidente Ellen JOHNSON SIRLEAF, « *ravie d'avoir eu cette occasion de rencontrer le Président SARKOZY, d'autant plus que, comme il me l'a dit, je suis le premier chef d'Etat africain qu'il rencontre depuis sa prise de fonction* » a-t-elle ajouté.

« La Chine salue un vieil ami respecté du peuple chinois ». Déclaration du Président HU Jintao au téléphone à Nicolas SARKOZY. Le Président français lui a assuré que « *La France ne reconnaît qu'une seule Chine* ». Il a souligné d'autre part le rôle considérable de la Chine dans le monde. Il n'y aura pas de solution sur la question iranienne, sur la question du Darfour, ou sur la Corée du nord sans une implication de la Chine...

CONSEIL DES MINISTRES

Projets de loi. Convention européenne sur l'exercice des droits des enfants. Promouvoir les droits des enfants dans les procédures judiciaires qui les intéressent directement. Elle garantit notamment qu'ils pourront exprimer leur opinion dans des procédures familiales telles que celles concernant le droit de visite des parents séparés.

Décrets. Attributions de certains ministres. A noter : Le ministre de l'Agriculture et de la Pêche conserve ses attributions antérieures et participe à la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de commerce international.

Communications. L'organisation du travail gouvernemental : http://www.premier-ministre.gouv.fr/acteurs/gouvernement/conseils_ministres_35/conseil_ministres_23_mai_820/organisation_travail_gouvernemental_56466.html

La préparation du « Grenelle de l'environnement ».

POLITIQUE INTÉRIEURE

L'UMP serait nettement majoritaire aux législatives selon les premiers sondages. 40% à 41% des suffrages, contre 28% à 29% au PS et 15% au Mouvement démocrate. L'UMP et ses alliés obtiendraient de 365 à 415 sièges, le PS et ses alliés de 137 à 153 sièges et le MoDem de 2 à 10 sièges. 72% des personnes interrogées se déclarent sûres de leur choix, tandis que 25% pourraient changer d'avis d'ici la tenue du scrutin.

UMP collégiale. C'est Jean-Pierre RAFFARIN qui le propose. Le président de la République avait confié une mission à l'ancien Premier ministre pour réfléchir aux nouveaux statuts de l'UMP. Jean-Pierre RAFFARIN propose une direction collégiale de 6 ou 9 membres. Sa proposition figure depuis jeudi 24 mai sur son blog, « *le carnet de Jean-Pierre RAFFARIN* », et elle devrait être publiée sur le site de l'UMP ce week-end.

Encore un nouveau parti centriste au sein de la majorité présidentielle. Les députés UDF ralliés à Nicolas SARKOZY ont décidé lors d'une réunion de lancer un nouveau parti politique pour répondre aux attentes des nombreux militants et sympathisants Udf qui ne se reconnaissent pas dans la démarche de François BAYROU. Le nom du nouveau parti sera annoncé lors d'une conférence de presse le 29 mai. Pour l'instant les candidats se sont inscrits sous la dénomination administrative « *Parti social libéral européen (PSLE)* », mais se présenteront tous sous le label de la majorité présidentielle. Le nouveau parti compte sur une vingtaine d'élus ce qui permettrait de constituer un groupe parlementaire (20 députés minimum).

« ***Vous êtes formidables !*** » propos de François BAYROU aux quelque 5.000 de ses partisans réunis au Zénith, à Paris, pour le lancement de la campagne législative du MoDem (Mouvement démocrate). Abandonné par 22 de ses 29 députés UDF sortants, ralliés à la majorité, François BAYROU compte sur ses quelque 7 millions d'électeurs du 22 avril et les 70.000 nouveaux adhérents que revendique le MoDem, pour mener une campagne législative qui s'annonce difficile pour ses 555 candidats. Crédité de 10% des voix par les sondages, le MoDem ne peut guère espérer pour l'heure qu'un maximum de 10 députés, (4 selon BVA).

Douze ministres, dont le chef de gouvernement, se présentent aux élections des 10 et 17 juin. François FILLON sera à nouveau candidat dans son fief de Sablé-sur-Sarthe. Il y avait été réélu dès le 1^{er} tour en 2002, avec plus de 55% des voix, avant de rejoindre le Sénat en septembre 2004. Alain JUPPE sera candidat à Bordeaux, Jean-Louis BORLOO à Valenciennes, Michèle ALLIOT-MARIE dans les Pyrénées-Atlantiques et Xavier BERTRAND dans l'Aisne. En revanche, Brice HORTEFEUX ne sera pas candidat, pas plus que RACHIDA DATI, une autre proche du nouveau président. Le Premier ministre a prévenu que tout ministre battu aux législatives des 10 et 17 juin se verrait contraint de quitter le gouvernement.

Tous les ténors du parti socialistes sont candidats aux législatives, sauf Ségolène ROYAL et Martine AUBRY. A noter aussi que ne se présentent pas aux suffrages : Arlette LAGUILLER, Olivier BESANCENOT, José BOVE, et Gérard SCHIVARDI ne sont pas candidats, pas plus que Dominique VOYNET. Autres absents : Philippe de VILLIERS et Jean-Marie LE PEN, qui a annoncé sa candidature à son actuel poste à la tête du FN. En revanche Marie-George BUFFET ira à la reconquête de son siège gagné en 2002.

« ***Je n'ai jamais proposé de rejoindre l'UMP*** ». Précision de Jean-Michel BAYLET. Ses propositions de voir les convergences possibles ont soulevé bon nombre de commentaires, mais ajoute-t-il, « *Nous radicaux, nous souhaitons ouvrir le débat par delà la frontière majorité-opposition avec nos cousins valoisians avec qui nous avons une histoire commune et qui sont près de nous* ».

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Elections législatives – vote par procuration. La DFAE rappelle aux ambassades et aux postes qu'ils doivent informer par tous moyens les électeurs désirant voter par procuration aux élections législatives (s'ils sont inscrits sur la liste électorale d'une commune française), des conditions et modalités d'établissement des procurations. Celles-ci peuvent être établies par les consuls honoraires de nationalité française. Une fois établie, la procuration doit être envoyée par les autorités diplomatiques et consulaires, et en aucun cas par les électeurs eux-mêmes. Les électeurs n'ayant pas encore fait établir leur procuration doivent être informés que celle-ci ne sera probablement pas reçue à temps par les mairies destinataires...

FIAFE. Nouvelle Présidence. Marie CORTEY DUMONT a été largement élue à la tête de la Fédération des Accueils, avec 72% des suffrages. *La Rédaction présente ses sincères félicitations.*

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Les banques italiennes au niveau européen et même mondial. Unicredit et Capitalia créent un nouveau groupe bancaire. Le patron d'Unicredit, Alessandro PROFUMO, prend la tête du nouvel ensemble qui garde le nom d'Unicredit. Avec l'autre groupe Intensa Sanpaolo, l'Italie va disposer de deux poids lourds de la banque européenne. Dans l'ensemble de l'Europe, Unicredit se placera derrière la britannique HSBC, mais elle sera à la première place de la zone euro, et la 6^{ème} mondiale, avec une capitalisation boursière d'environ 100 milliards d'euros. La fusion doit être achevée d'ici l'automne.

Résultat opérationnel annuel de Air-France-KLM en hausse à 1,24 milliard d'euros, contre 936 millions d'euros en 2005-2006, en progression de 32,5%. Le chiffre d'affaires de la compagnie aérienne a progressé de 7,6% sur la période, à 23 milliards d'euros. Le groupe vise également une hausse de ses capacités de l'ordre de 5% cette année et table sur une facture pétrolière de près de 4,6 milliards d'euros. La compagnie a annoncé qu'elle allait commander deux A380 supplémentaires, 30 A320 et 18 Boeing 777.

Contre le TGV – Est. C'est l'objectif d'Air France sur Paris Strasbourg. En 48 heures, 55.000 places à 25 euros au départ de Strasbourg vers les principaux aéroports français ont été mis en vente.

La compagnie aérienne Royal Jordanian a commandé deux Boeing 787 Dreamliner, pris une option sur deux autres. Boeing a jusqu'ici enregistré 586 commandes pour son 787 long-courrier Dreamliner, issues de 44 compagnies différentes.

Les intérêts des emprunts immobiliers pourront être déduits des impôts. Cette déduction sera limitée toutefois à 20%. Le texte sera présenté en conseil des ministres avant les législatives. Nicolas SARKOZY a répété à plusieurs reprises vouloir faire de la France un pays de propriétaires...

SANTÉ – SOCIÉTÉ

Un Grenelle de l'environnement se tiendra à l'automne. « *Le concept, c'est quatre participants autour de la table. C'est l'Etat, ce sont les entreprises, ce sont les organisations syndicales et c'est la société civile, et en particulier les associations et les ONG* », par exemple « *WWF, Greenpeace, les Amis de la terre, la fondation Nicolas Hulot* ». Ces organisations ont été reçues cette semaine par Nicolas SARKOZY et Alain JUPPE. Thèmes prévus à l'ordre du jour en gestation : les OGM, le réchauffement climatique, les arbitrages à faire en matière de transports.

Les embauches des personnes handicapées ont été multipliées par 16 en 20 ans, passant de 7.000 recrutements en 1987 à 111.000 en 2006.

Plus de 2 millions de femmes ont eu recours en 2006 au dépistage du cancer du sein, ce qui représente 49% des femmes de 50 à 74 ans auxquelles une mammographie est proposée tous les deux ans dans le cadre de ce programme. Au total, sur 2005 et 2006, plus de 3 millions de femmes ont participé au dépistage.

La double chance. Les deux gagnants français de l'Euromillions du 11 mai (35 millions d'euros) n'étaient qu'un. Une seule et même personne qui a joué deux fois les mêmes numéros. Il est reparti avec deux chèques de 17.782.555 millions d'euros, soit la somme de 35.565.110 millions d'euros. Il a expliqué à la Française des Jeux : « *je conserve toujours mes grilles fétiches sur moi que je joue au fil de la semaine ; par hasard et par chance, cette semaine là, j'ai sorti deux fois la même grille de ma poche* »....

Au moins 25 pays dans le monde censurent Internet pour des raisons politiques, économiques ou sociales, selon une étude publiée par OpenNet Initiative, un organisme regroupant des chercheurs américains, britanniques et canadiens. L'ONU s'est donnée pour mission « *d'identifier et documenter* » les pratiques de « *surveillance et de filtrage* » d'Internet, et d'en informer l'opinion publique.

Le Pentagone bloque l'accès à Youtube et Myspace depuis les ordinateurs de l'armée. Sites, entre autres destinations, apparemment très prisées des recrues, afin de garantir la disponibilité de ses réseaux informatiques. Au total, une douzaine de sites qui suscitent un trafic considérable depuis les cinq millions d'ordinateurs de l'armée américaine ont été « *blacklistés* ». Un membre de la Chambre des représentants s'est élevé contre cette décision dans une lettre adressée au ministre de la Défense Robert GATES.

CARNET

Distinction

Jean-Paul PICOT, conseiller élu à l'Assemblée des Français de l'étranger aux Etats-Unis, s'est vu remettre les insignes de Chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'Honneur, par le Sénateur Robert del PICCHIA, en remplacement de Jean-David LEVITTE, ancien ambassadeur à Washington, nommé à l'Elysée. *Avec les chaleureuses félicitations de la Rédaction.*

Nominations

Eric FOURNIER serait ambassadeur en Géorgie.

Gilles-Henry GARAULT serait nommé ambassadeur au Népal.

Gérard GUILLAONNEAU, consul général à Bilbao.

Christian PHILIP, député (UMP) du Rhône, se voit confier par Matignon une mission sur la Francophonie.

Jean-Loup KHUN-DELFORGE, secrétaire général adjoint du Quai d'Orsay.

Laetitia de la MAISONNEUVE, conseiller technique au Cabinet du Président de Sénat, en charge des Affaires parlementaires, à compter du 1^{er} juin 2007.

Pierre MUTZ, Préfet de Paris.

Bruno LE MAIRE, professeur associé (droit) à Sciences Po Paris.

Anne d'ORNANO, présidente de l'Autorité centrale pour l'Adoption internationale.

Frédéric LEFRET, secrétaire général de l'Office franco-québécois pour la jeunesse.

Cabinets ministériels :

Eric GARANDEAU, conseiller chargé de la culture et de la communication à l'Elysée.

Christian FREMONT devrait diriger le cabinet d'Alain JUPPÉ, Ministre d'Etat, ministre de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement durables.

Alexandre JOLY serait nommé directeur adjoint du cabinet d'Alain JUPPÉ.

Olivier GEOFFROY, chef du cabinet d'Alain JUPPÉ.

Gilles DUFEIGNEUX, chef adjoint du cabinet d'Alain JUPPÉ.

Corinne BREUZE, conseiller diplomatique du Ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement, Brice HORTEFEUX.

Christophe LECOURTIER serait directeur du cab. de la Ministre de l'Agriculture, Christine LAGARDE.

Affaires étrangères :

- **Philippe ETIENNE**, directeur du cabinet de Bernard KOUCHNER, Ministre des Affaires étrangères.

- **Philippe LEGLISE-COSTA** serait nommé directeur du cabinet de Jean-Pierre JOUYET, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.

- **Philippe ERRERA**, conseiller en charge des affaires stratégiques ;

- **Jean-Louis FALCONI**, conseiller pour les affaires européennes ;

- **Christophe BIGOT**, conseiller en charge de l'Afrique et de l'Afrique du Nord ;

- **Stéphane ROMATET**, conseiller en charge des réformes et de la modernisation ;

- **Bachir BAKHTI**, chef du cabinet de Bernard KOUCHNER, Ministre des Affaires étrangères.

- **Philippe FRANCOIS**, chef adjoint du cabinet.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN.

Clause de non responsabilité : l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

Tel : +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr